

■ SURINAME

Les grands enjeux du futur



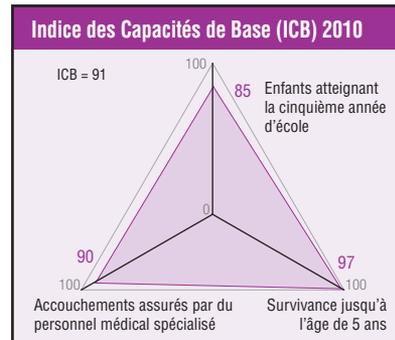
Aujourd'hui le pays dépend en grande partie de l'assistance extérieure par le biais des relations d'aide bilatérales ou des institutions multilatérales de financement. S'il y a eu une croissance économique au cours de la dernière décennie, cette croissance a eu des effets contraires pour le développement car les inégalités se sont accentuées dans une société déjà vulnérable. Avec un index de pauvreté supérieur à 60 %, le pays est confronté à des problèmes tels que : le logement, l'accès aux soins, l'éducation, les inégalités des sexes. Pour atteindre une croissance et un développement durables, le pays doit arriver à un équilibre entre les intérêts des groupes ethniques et ceux de toute la nation.

Institut pour les Finances Publiques
Dr. Satja Jabar

Le Suriname, une petite économie avec 517.000 habitants et une superficie de 164.000 km², a gardé depuis l'époque coloniale une double structure de production : d'un côté, des produits agricoles de faible valeur et des matières premières produites par les entreprises locales, et de l'autre, des produits de haute valeur provenant de l'industrie minière, tels que la bauxite, l'or et récemment le pétrole, gérés par des multinationales étrangères. Le Gouvernement a donc peu d'influence sur le 85 % des revenus issus des exportations. Le pétrole a été et continue d'être la seule expérience nationale économiquement réussie, même si les télécommunications et le tourisme ont récemment apporté une contribution de plus en plus importante au revenu national.

Depuis son indépendance en 1975, le Suriname a reçu ou emprunté des millions de dollars américains par le biais des relations d'aide bilatérales ou les institutions financières multilatérales comme la Banque interaméricaine de développement (BID). L'aide hollandaise a par exemple représenté près de USD100 millions par an depuis l'indépendance, sauf pendant les périodes de gouvernement militaire, et le total de l'assistance de la Commission européenne (CE) depuis 1975 est estimé à USD 203 millions. Cet argent, auquel s'ajoutent les dépenses du budget national, s'est traduit par une forte croissance économique pendant les cinq dernières années.

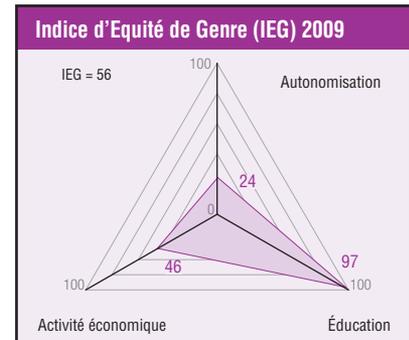
Cette croissance a eu toutefois des effets contraires sur le développement, étant donné qu'elle a accentué les inégalités au sein d'une société qui était déjà vulnérable. Le Suriname se trouve au 97^{ème} rang sur 182 pays selon l'Indice de développement humain (IDH) 2009 du PNUD, avec un IDH de 0,769. Il occupe en outre le 46^{ème} rang sur 135 pays selon l'Indicateur de pauvreté humaine (IPH), avec une valeur de 10,1 %. Son rapport sur l'évolution des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) 2005 signale qu'en 1999-2000 plus de 60 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté².



Le Gouvernement emploie environ 40 % de la population active, devenant l'employeur le plus important du pays. Ceci exerce une énorme pression sur ses finances, étant donné que les salaires représentent une moyenne de 80 % des dépenses ordinaires, laissant peu de marge pour d'autres dépenses comme les télécommunications, la formation et les transports³. Il existe un legs historique de l'État qui nomme des fonctionnaires publics afin d'établir sa légitimité et son pouvoir, et la restructuration du Gouvernement a été une priorité politique pendant des décennies. Le secteur privé est en général petit et faible ; il est composé à 90 % de petites entreprises familiales qui emploient entre une et dix personnes⁴.

Des enjeux sociaux partout

Le Suriname est confronté à de nombreux problèmes sociaux, dont l'accès inégal à l'éducation, surtout dans les zones les plus pauvres. La faible préparation des maîtres et la mauvaise qualité des écoles et des ressources d'apprentissage ne contribuent pas à combattre l'inefficacité du système d'enseignement primaire, où plus de 40 % des élèves prennent sept ans ou plus pour achever un cycle de six ans et où seulement 50 % d'entre eux réussissent l'examen final. Ceci en dépit du fait qu'environ 6,5 % du PIB et 15 % des dépenses ordinaires du Gouvernement sont consacrés à l'éducation⁵. Cette inefficacité est due au manque d'aides pour un apprentissage de qualité, à des plans d'études caducs, avec une faible



formation professionnelle des maîtres, des professeurs peu compétents et une mauvaise qualité des systèmes d'examen et de sélection⁶.

Le secteur de la santé au Suriname doit faire face aujourd'hui à de graves difficultés. Plus de 30 % de la population n'a pas d'assurance maladie ou de couverture médicale⁷. Ceci a obligé le ministère de la Santé à concevoir un plan d'assurance maladie général qui est encore en discussion. L'accès à l'eau et à l'assainissement est aussi inégalitaire. La pollution par le mercure liée aux activités d'extraction d'or à petite échelle dans l'intérieur du pays, l'emploi excessif de pesticides sur les terres agricoles des zones rurales côtières et la pratique généralisée du rejet des eaux usées dans les rues et les canaux représentent une grave menace pour la qualité de l'eau potable.

Le logement est un autre enjeu majeur. Certaines situations sont comparables aux bidonvilles d'Amérique latine, avec des gens habitant des logements illégaux situés sur des terres qui ne leur appartiennent pas. Dans ces zones il n'y a pas d'eau courante ni d'installations sanitaires ou électriques, et le manque d'opportunités d'emploi entraîne un taux élevé de criminalité. Les estimations pour l'année 2008 montrent un déficit de 30.000 logements sur un total estimé de 120.000 foyers au niveau national⁸. Cela signifie que 25 % des foyers manquent d'un logement approprié.

1 Bureau général des statistiques, Annuaire statistique 2008.

2 Gouvernement du Suriname et Équipe de l'ONU dans le pays, *Surinam MDG Baseline Report 2005*. Disponible sur : <www.undg.org/archive_docs/6945-Surinam_MDG_Baseline_Report.pdf>.

3 Ministère des Finances, Notes financières, diverses années.

4 Iwan Poerschke, "Quick Scan of Small Entrepreneurs in Surinam", décembre 2009.

5 Ministère des Finances, Bureau central de comptabilité, divers rapports budgétaires.

6 VVOB (Association flamande pour la coopération au développement et à l'assistance), Une éducation pour le Développement, "Surinam : Building the Ship of Educational Reform." Disponible sur : <www.vvob.be/vvob/files/annual_report_vvob_2008_LR_only_Surinam.pdf>.

7 Organisation panaméricaine de la santé (OPS), *Health in the Americas 2007, Volume II—countries*, Washington DC, 2007.

8 Felipe Morris, "Surinam Housing Market Study," BID, le 14 août 2008.

Tableau 1. Surinam, indicateurs sélectionnés 2002-2008

	2004	2005	2006	2007	2008*
PIB réel (millions USD, prix du marché)	1.929	2.014	2.091	2.200	2.313
PNB par tête en USD	2.815	3.429	4.033	4.675	5.790

Source : Bureau général des statistiques, publications diverses.

Tableau 2. Revenus réels du Gouvernement 2006-2008 (millions USD)

	2006	%	2007	%	2008	%	2009	%
1. Impôts	458	71,6%	571	67,1%	630	72,5%	631	61%
2. Revenus non fiscaux	123	19,2%	144	16,9%	146	16,8%	210	20%
3. Dons	59	9,2%	136	16,0%	93	10,7%	198	19%

Source : ministère des Finances 2010.

Une dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure au développement

La BID gère deux programmes de prêts dans le pays (20 % de prêts, 80 % de dons) pour augmenter l'offre de logements. Avec le premier programme, le Programme de logement pour les familles à faibles revenus, environ 1.155 logements neufs et 2.512 rénovations ont été financés, y compris une subvention pour les prestataires. Ce programme favorisait les femmes car environ 60 % des foyers de Paramaribo, capitale du pays, sont à la charge de femmes⁹. Il y avait cependant un facteur contraignant : beaucoup de gens ne disposaient pas d'un titre de propriété du terrain sur lequel allaient être construits les nouveaux logements. La BID a aussi mis au point avec le Gouvernement un programme à long terme pour améliorer l'éducation.

Le pays donateur le plus important, les Pays-Bas, a financé un programme de microcrédits. Son but est de stimuler l'initiative micro-entrepreneuriale et d'inciter les femmes à présenter des demandes. Plus de USD 123 millions sont également investis en infrastructures physiques, comme l'amélioration des routes, l'éducation, le renforcement de la capacité entrepreneuriale, l'information et le registre du cadastre.

Comme cela apparaît ci-dessous, on attendait que l'assistance des donateurs joue un rôle important (19 %) dans le total des revenus du Gouvernement en 2009. Le Plan pluriannuel de développement 2006-2011 du Suriname prévoit que 50% de son financement proviendra de l'Investissement direct étranger (IDE)¹⁰. Les revenus du pays devront toutefois augmenter pour que l'on puisse accéder à un développement et à une croissance indépendants. L'assiette fiscale doit être élargie par l'introduction, par exemple, d'un impôt sur le patrimoine, ce qui n'a pas été fait pour des raisons politiques.

Égalité des sexes

La question de l'égalité des sexes mériterait plus d'attention de la part du Gouvernement mais il n'existe aucune politique nationale d'action dans le domaine. Dans une déclaration auprès de la Commission de la condition de la femme de l'ONU, le ministre de l'Intérieur Maurits Hassankhan a reconnu qu'il existait encore beaucoup de défis à relever concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes : « Outre l'insuffisance des ressources financières, nous devons aussi faire face à des enjeux concernant l'incapacité des fonctionnaires du Gouvernement et de la société civile, y compris les ONG. Le manque de

données détaillées et d'analyses limite la conception et la mise en place de politiques orientées vers l'amélioration de la situation et des droits des femmes, et limite en outre notre propre capacité à mesurer les progrès faits dans l'assignation des ressources du pays »¹¹.

Les enjeux du futur

Le Suriname est confronté à quatre enjeux majeurs. Le premier est sa dépendance vis-à-vis des donateurs pour les projets de développement car l'assistance officielle pour le développement ne continuera pas éternellement. Le second relève du fait qu'environ 80 % du revenu des exportations provient des produits miniers (pétrole, or, bauxite et alumine), qui sont des ressources non renouvelables. La planification pour le futur devra donc inclure le développement de produits durables.

Le troisième enjeu est le renforcement institutionnel. Au sein du Gouvernement il y a toujours eu plusieurs institutions faibles ou inexistantes. Sous la pression des relations internationales, des institutions multilatérales comme le FMI et la BID et de son principal donateur, les Pays-Bas, le Suriname s'est vu contraint d'adopter l'approche du « marché libre » pour la croissance et le développement. Cela exige la mise en place de plusieurs mécanismes et institutions pour la création et le contrôle du marché et pour le règlement de la concurrence qui, ou bien ne sont pas en place aujourd'hui, ou bien sont très faibles.

Le quatrième enjeu, enfin, est de trouver un équilibre entre les intérêts des groupes ethniques et ceux de la nation prise dans son ensemble. À peu d'exceptions près, les partis politiques se sont longtemps fondés sur l'ethnicité, et la politique a été utilisée pour fournir aux membres d'un groupe ethnique en particulier des emplois, des revenus, des terres, des cartes d'assurance maladie et l'accès à d'autres facteurs de production. Cette concurrence ethnique est un obstacle dans le chemin vers une gestion efficace et effective du Gouvernement et de la gouvernance. ■

9 Bureau général des statistiques, Enquêtes sur le budget des foyers.

10 Département d'État des États-Unis, "2009 Investment Climate Statement – Suriname". Disponible sur : <www.state.gov/e/eeb/rtis/othr/ics/2009/117147.htm>.

11 New York, le 27 février 2008.